

**Parti
communiste
français**

*commission nationale
Agriculture Pêche Forêt
responsable*

Xavier Compain
membre du Conseil national

comité de rédaction

Monique Biron
Éric Fermet-Quinet
Serge Lépine



JANVIER 2010

NOURRIR LA PLANÈTE

Le défi premier posé à l'humanité d'ici 2050 est de rendre disponible et accessible la nourriture en quantité et en qualité suffisantes à neuf milliards d'humains.

Ce droit fondamental à l'alimentation, comme l'éducation et la santé, reste à conquérir. Pour le milliard d'affamés, de paysans sans revenu, de bateaux réduits à la casse c'est le « capitalisme qui déborde ».

Lors de son 34ème Congrès, le PCF a fait le choix d'un nouveau type de développement. La ressource alimentaire, le vivant ne peuvent être kidnappés par le marché au détriment des estomacs, la rémunération des travailleurs de la terre et de la mer n'est pas à remettre à plus tard.

Pour les communistes, placer comme majeur le développement de l'agriculture pour nourrir la planète, c'est offrir des perspectives à la paysannerie, l'objectif d'un nouvel ordre alimentaire mondial basé sur la souveraineté alimentaire et la réforme agraire, l'exigence d'une politique agricole qui en Europe rémunère le travail et développe l'emploi en France.

Une loi qui garantisse le droit au revenu des agriculteurs, des régions qui relèvent le défi agricole et alimentaire par la promotion d'une agriculture paysanne et une pêche artisanale, sont les propositions mises en débat par le PCF. Elles sont à disposition de toute la gauche.

Notre engagement est total sur le front alimentaire. Nous portons avec courage l'ambition de politiques publiques agricoles et de la pêche, alternative au capitalisme, ce que nous avons affirmé dans la dernière période : « Pas de fric avec la faim, produire localement, rémunérer dignement pour nourrir la planète ».

C'est avec plaisir que je vous présente le premier numéro de *TerreMer*, nouveau-né des publications de notre parti, qui sera la boîte à idées, le message, l'écho de l'activité du PCF sur l'agriculture, la pêche, la forêt. À utiliser sans modération, par les fédérations, les militants, les adhérents communistes, à disposition de celles et de ceux qui, dans le syndicalisme, l'associatif, luttent contre les politiques libérales et de droite conduites par Sarkozy.

Au nom de la commission *Agriculture Pêche Forêt* du PCF, de l'équipe rédactionnelle qui se met en place avec l'aide du secteur *Communication*, à toutes et tous, que *TerreMer* soit porteur de tous nos vœux d'espoir et de conquête pour 2010.

Xavier Compain

Pages suivantes

Le droit au revenu paysan 2

Portrait de Serge Lépine 3

**Actualité
Agenda** 4

**samedi 30 janvier
14 h 30
table ronde
Le défi alimentaire
et environnemental**

voir page 4

**P
A
R
O
L
E
S**

« C'est pas normal que les prix augmentent dans la distribution et que les rémunérations des producteurs diminuent. Je veux savoir où passe l'a plus-value et, une fois qu'on sait où elle passe, je veux qu'elle soit mieux répartie entre les producteurs et les distributeurs ».

Sarkozy dans ses vœux au monde rural à Mortagne-au-Perche dans l'Orne le 14 janvier 2010

site : www.pcf.fr
webtv : alternatv.fr

collaborateur
Jean Youdom - jyoudom@pcf.fr

contact
Sylvie Simonin - ssimonin@pcf.fr



LE DROIT AU REVENU PAYSAN

Aujourd'hui, 40% des paysans ont un revenu inférieur au Smic. Depuis environ 30 ans, les prix perçus par la quasi totalité des paysans n'atteignent pas le niveau nécessaire pour rémunérer leur travail. La baisse des prix à la production, sans répercussion auprès des consommateurs, ne cesse d'éliminer la paysannerie.

Aucune des politiques publiques agricoles mises en œuvre ces dernières années n'a apporté de solutions pérennes à la crise de revenus des paysans et on voit combien le cadre du marché capitaliste des produits agricoles est incapable de garantir au paysan, le minimum nécessaire à leur existence dans des conditions de dignité. En effet, Il y a une contradiction majeure entre l'accumulation des richesses dans le secteur économique de l'agriculture qui connaît une forte croissance des capacités productives, un haut niveau de technologie conjugué à une productivité considérablement accrues d'un côté, et de l'autre, la persistance de la pauvreté, la marginalisation massive d'une partie des acteurs de la production agricole que sont nos paysans. Avec des revenus précaires, leur paupérisation croissante sur fond d'aggravation des inégalités sociales dans tout le pays, ils sont en queue des travailleurs pauvres.

Dans ce contexte et face à l'inertie complice du gouvernement Sarkozy et des industrielles de l'agro-alimentaire, le Parti communiste se propose de mettre fin à cette injustice qui frappe durement les paysans. L'ambition du parti est de sortir les paysans de cette situation catastrophique par l'instauration d'un droit au revenu prenant fortement en compte leurs activités directes de producteur. Il s'agit au fond de valoriser le travail des paysans. D'ailleurs, l'article 23 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen stipule que « Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine... » et l'article 33 b du traité de Rome, que « La politique agricole

commune a pour but d'assurer un niveau de vie équitable de la population agricole... ». Comme le précise le projet de loi élaboré à ce sujet en décembre 2009 par le groupe des députés communistes, républicains et du Parti de Gauche à l'Assemblée nationale, ce droit au revenu est possible si la volonté politique fixe des prix agricoles rémunérateurs du travail paysan et ce à partir d'un prix minimum indicatif par production donnant lieu à une négociation annuelle, par la mise en place de mesures d'urgences, par un dispositif d'alerte économique et social en cas de prix inférieur au plancher.

Il convient de préciser ici d'autres batailles politiques que nous devons mener avec tous les peuples pour asseoir durablement le droit au revenu des paysans:

extirper l'agriculture du dumping social, économique, environnemental afin qu'elle réponde en priorité à des demandes alimentaires locales, nationales, régionales et mondiales,

réussir les réformes agraires pour accompagner la satisfaction des autres droits fondamentaux à la santé et à l'éducation,

instaurer une clause de sauvegarde internationale lorsque les terres d'un pays sont menacées de spéculation et de détournement de la production,

interdire la spéculation sur les matières premières agricoles et alimentaires, au niveau international comme pour des produits bancaires notamment ceux proposés en France, taxer les importations abusives pillant les agricultures locales afin de financer la relocalisation des productions,

gagner une nouvelle gouvernance mondiale pour l'alimentation qui s'affirme indépendante des logiques actuelles de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale avec en préalable la souveraineté des peuples et l'expression démocratique de chacun.

Libérée de toute tutelle impérialiste au sein des Nations unies, la FAO, dotée de moyens, peut être l'institution arbitrale des politiques publiques agricoles et alimentaires.

Serge Lépine

UN COMBAT À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

viticulteur
syndicaliste
maire de Camplong-d'Aude
Serge Lépine a été désigné
pour être chef de file des communistes
lors des élections régionales



« Voici 27 ans que je suis maire de Camplong-d'Aude et je m'en suis toujours contenté », confie Serge Lépine. Seulement voilà, ses camarades du Parti communiste audois viennent de le désigner pour être chef de file dans le cadre des prochaines élections régionales de mars 2010. Il faut dire que ce défenseur de la ruralité et des services publics s'est particulièrement illustré cette année. Président et créateur de la *Coordination départementale de défense de La Poste*, il a notamment su mobiliser élus et citoyens pour éviter la fermeture des bureaux de Poste dans l'Aude.

Rejoindre une liste élargie

Avec Amandine Carrazoni, conseillère municipale de Carcassonne, Serge Lépine a été mandaté pour constituer une liste Front de gauche. « J'en suis très honoré », confie-t-il, expliquant aussi que « le Parti communiste a fait le choix à 88 % de rejoindre des listes élargies, or le Front de gauche rassemble des gens du PC, des gens de gauche mais aussi des personnes de gauche non encartées, comme des syndicalistes ou des associatifs ». Localement, ce choix marque également une opposition au président actuel Georges Frêche. « Pourquoi ne pas partir avec Georges Frêche ? Nous ne partons pas avec le Parti socialiste car la situation est différente de celle de 2004. Aujourd'hui, nous n'apprivoisons pas de la même façon la crise du système capitaliste. Si les propos de Georges Frêche me mettent mal à l'aise et que nous ne partageons pas les mêmes valeurs, je n'oublie pas que la gauche n'est pas la droite : mes adversaires restent les représentants de la politique gouvernemen-

tales, Raymond Couderc, maire de Béziers, et Michel Py, maire de Leucate. De bonnes choses ont été faites dans cette région grâce à la gauche, mais ce bilan est plombé par les propos maladroits du président. Néanmoins, au second tour, il faudra rassembler. Si Frêche est réélu, nous ne participerons pas à l'exécutif ».

Défendre la ruralité et les services

Si c'est sa première participation aux régionales, il faut reconnaître à Serge Lépine son expérience d'élu de terrain et de défenseur des services publics comme de la ruralité en danger. Un combat qui légitime son statut de chef de file et qui transparaîtra bien sûr dans le programme. « La campagne sera axée autour de la ruralité et des quartiers populaires. La viticulture aura une place prépondérante, l'accent sera mis sur les services publics. Nous appellerons à combattre la réforme des collectivités territoriales qui nous a été imposée autoritairement. Car les élus régionaux doivent sortir de la maison de Montpellier. À présent, il existe un danger plus grand pour nos communes, la viticulture est ruinée, il faut bouger : un pan entier de notre civilisation est en train de s'éteindre. Aussi, je souhaite mettre en place des états généraux de la ruralité où les gens interviennent avec des cahiers de doléances par exemple. J'aime la participation des gens et qu'on me dise ce qui ne va pas pour le faire remonter ».

Nul doute que les citoyens auront beaucoup à dire et qu'ils ne s'en priveront pas, tant lors des débats ou réunions publiques à venir que dans les urnes.



La guerre la plus meurtrière dans le monde est celle de la faim. 100 000 morts par jour. Un enfant de moins de 10 ans en meurt toutes les cinq secondes.

À voix basse, le G20 de Londres en 2009, a annoncé 850 millions de dollars "d'aide" aux pays en voie de développement... en confiant ce programme au FMI et à la Banque mondiale.

L'aide à l'agriculture ne représente que 4 % de l'aide publique au développement. Seul 10 % des 22 milliards de dollars annoncés au sommet de Rome 2008, ont été déboursés pour la relancer. Le FMI et la Banque mondiale étranglent les pays en développement par leur plan d'ajustements structurels. Le poids de la dette est passé de 8 milliards de dollars en 1960, à 540 milliards en 1980, et aujourd'hui, 2600 milliards.

Bruxelles, sous l'influence des députés de droite et de sociaux libéraux, a mené sa politique de frigos vides et de mises des terres en jachères alors que les enfants meurent de faim. En France aujourd'hui, le capitalisme "vert" est responsable de 75 % de la hausse des prix des aliments.

Ces dernières années, les stocks alimentaires mondiaux n'étaient que de 56 jours, inférieurs au seuil de sécurité fixé à 60. Les mégapoles de la pauvreté gonflent de par le monde. Plus d'un milliard de personnes manquent d'eau. Les fonds des mers sont racleés par les navires géants de la grande distribution. Le contenu des "assiettes" est livré au marché.



Tweedt - Iconovox

Quelques rencontres publiques dans le cadre de la campagne: *Produire autrement pour nourrir la planète*

Samedi 10 octobre 2009: Marseille. Lundi 19 octobre 2009: Bordeaux. Mardi 20 octobre 2009: Landes. Samedi 31 octobre 2009: Ariège. Mercredi 4 novembre 2009: Eure. Lundi 16 novembre 2009: Allier. Dimanche 29 novembre 2009: Morbihan (Fête de l'Huma Bretagne). Mercredi 9 décembre 2009: Tarn et Garonne. Jeudi 10 décembre 2009: Dordogne. Jeudi 17 décembre 2009: Jura.

Récents documents d'information et de travail disponibles sur le site

Communiqués de presse

Projet de loi de modernisation agricole et de la pêche : *le maire esquive le débat avec les paysans et pêcheurs*, mis en ligne le 13 janvier 2010. *Agriculture : produire autrement pour nourrir la planète*, mis en ligne le 16 décembre 2009. Sommet mondial sur la sécurité alimentaire : *bâtir un nouvel ordre alimentaire mondial*, mis en ligne le 16 novembre 2009.

Dossier

Régionales 2010, contribution du PCF: *des Régions pour promouvoir une agriculture paysanne et une pêche artisanale*, mis en ligne le 4 décembre 2009.

Pétition

Xavier Compain, responsable de la commission Agriculture, Pêche, Forêt du PCF, te propose de signer la pétition : **Pour stopper la pêche européenne au Sahara Occidental**. Il l'a signée individuellement et au nom de la Commission : www.fishelsewhere.eu

RENDEZ-VOUS

SAMEDI 30 JANVIER À PARIS

14 h 30 : table ronde

Le défi alimentaire et environnemental

Quelles luttes contre la spéculation des terres et de l'agriculture ? Quelles actions pour produire régionalement et rémunérer les paysanneries ? Quelles coopérations pour conquérir la souveraineté alimentaire des peuples ?

au siège du PCF, 2 place du Colonel-Fabien Paris 19e, M° Colonel-Fabien

Table ronde dans le cadre de la rencontre des progressistes d'Amérique Latine et d'Europe qui se déroulera les vendredi 29, samedi 30, dimanche 31 janvier 2010

11 FÉVRIER DANS L'AUDE

campagne régionales 2010

rencontre, débat public sur la viticulture et la ruralité

SAMEDI 27 ET DIMANCHE 28 FÉVRIER À PARIS

stage thématique agriculture

Produire autrement pour nourrir la planète

au siège du PCF, 2 place du Colonel-Fabien Paris 19e, M° Colonel-Fabien